

DAVID GRAEBER



BULLSHIT



J **BS**



BullshitJob : n.m.

Un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement **inutile**, **superflue** ou **néfaste** que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence.

LLL LES LIENS QUI LIBÈRENT

Bullshit Jobs

David Graeber

Bullshit Jobs

Traduit de l'anglais
par Élise Roy

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Titre original :

Bullshit Jobs

© David Graeber, 2018

ISBN : 979-10-209-0635-9

© Les Liens qui Libèrent pour la traduction française, 2018

Photographie de couverture : Getty Images

Avec le soutien du



À tous ceux qui préféreraient être utiles à quelque chose.

PRÉFACE

Le phénomène des jobs à la con

À l'été 2013, bien involontairement, j'ai suscité un petit émoi international.

Tout a commencé le jour où un nouveau magazine radical appelé *Strike!* m'a commandé un article. Le rédacteur en chef voulait savoir si je n'avais pas dans mes tiroirs un truc provocateur que personne d'autre ne prendrait le risque de publier. De fait, en règle générale, j'ai une ou deux ébauches d'article de ce genre sur le feu. J'en ai rédigé un et je lui ai soumis un court papier intitulé « Le phénomène des jobs à la con ».

Mon texte reposait sur une intuition. Nous connaissons tous ces boulots qui, vus de l'extérieur, ne paraissent pas consister en grand-chose : consultants en ressources humaines, coordinateurs en communication, chercheurs en relations publiques, stratégestes financiers, avocats d'affaires... Ou bien ces personnes (très nombreuses dans les cercles universitaires) qui passent leur temps à former des commissions au sein desquelles on discute du problème des commissions superflues. C'est une liste apparemment sans fin.

Je me suis demandé : et si ces jobs étaient réellement inutiles ? Et si ceux qui les occupent en étaient conscients ? Il vous arrive certainement de croiser des gens qui ont l'air de penser qu'ils font un travail absurde et vain. Peut-on imaginer plus

démoralisant qu'une vie où l'on se réveille cinq jours sur sept pour aller accomplir une tâche dont on estime secrètement qu'elle n'a aucune raison d'être, qu'elle n'est qu'un gaspillage de temps et de ressources, voire qu'elle est nuisible? Notre société ne devrait-elle pas en ressentir une terrible blessure psychique? Or, si c'était le cas, personne ne semblait jamais y faire allusion. On trouvait quantité de sondages sur le bonheur au travail. On n'en trouvait aucun, à ma connaissance, demandant aux gens s'ils étaient d'avis que leur boulot méritait vraiment d'exister.

En soi, l'éventualité que notre société regorge de jobs inutiles dont personne ne souhaitait parler n'avait rien d'in vraisemblable. Le thème du travail est hérissé de tabous. Le fait que la plupart des gens n'aiment pas leur boulot et soient ravis d'avoir une excuse pour ne pas y aller paraît même difficile à admettre à la télé, en tout cas aux infos – le sujet est parfois abordé dans des documentaires ou traité par des humoristes.

J'en ai personnellement fait l'expérience. À une époque, j'ai été chargé des contacts avec les médias dans un groupe militant qui, selon la rumeur, préparait une campagne de désobéissance civile. L'action visait à bloquer les transports publics de Washington, DC, dans le cadre d'un mouvement de protestation contre la tenue d'un sommet économique mondial. Au cours des jours précédents, si vous aviez vaguement une allure d'anarchiste, vous ne pouviez manquer d'être accosté dans la rue par des fonctionnaires radieux qui vous disaient: «Eh, c'est bien vrai? On n'aura pas à aller bosser lundi?» Pourtant, au même moment, les équipes de télé interviewaient consciencieusement des employés municipaux – et je ne serais pas surpris d'apprendre que certains étaient les mêmes que les premiers – expliquant combien il serait dramatique pour eux de ne pas pouvoir se rendre au travail. Ils savaient parfaitement que c'était le genre de déclaration qui leur garantirait de passer devant la caméra. Apparemment, personne n'ose dire le fond de sa pensée sur ces questions – du moins, en public.

Donc, mon hypothèse était plausible, mais je n'en savais guère plus. D'une certaine manière, en écrivant mon papier, je menais une expérience. J'étais curieux de voir les réactions qu'il susciterait.

Je reproduis ci-dessous l'article tel qu'il a paru dans le numéro de *Strike!* d'août 2013 :

LE PHÉNOMÈNE DES JOBS À LA CON

En 1930, John Maynard Keynes prédisait que, d'ici à la fin du siècle, les technologies auraient fait suffisamment de progrès pour que des pays comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis puissent instaurer une semaine de travail de quinze heures. Tout laisse à penser qu'il avait raison. Sur le plan technologique, nous en sommes parfaitement capables. Pourtant, cela ne s'est pas produit. Au contraire, la technologie a été mobilisée pour trouver des moyens de nous faire travailler plus. Dans ce but, des emplois effectivement inutiles ont dû être créés. Des populations entières, en Europe et en Amérique du Nord particulièrement, passent toute leur vie professionnelle à effectuer des tâches dont elles pensent secrètement qu'elles n'ont pas vraiment lieu d'être. Cette situation provoque des dégâts moraux et spirituels profonds. C'est une cicatrice qui balafre notre âme collective. Et pourtant, presque personne n'en parle.

Pourquoi l'utopie promise par Keynes – qui était encore très attendue dans les années 1960 – ne s'est-elle jamais réalisée? Aujourd'hui, la réponse classique consiste à dire qu'il n'a pas pris en compte la montée du consumérisme. Entre moins d'heures passées à travailler et plus de jouets et de plaisirs, nous avons collectivement choisi la seconde option. C'est une jolie fable morale, mais il suffit de l'analyser un court instant pour comprendre qu'elle ne tient pas la route. Oui, nous avons vu créer depuis les années 1920 une variété infinie d'emplois et d'industries, mais très peu d'entre eux ont un quelconque rapport avec la production et la distribution de sushis, d'iPhone ou de baskets *hype*.

Quels sont exactement ces nouveaux jobs? Un rapport récent comparant l'emploi aux États-Unis en 1910 et en 2000 nous en donne une image très claire (et qui, il faut le souligner, ressemble fort à celle qu'on peut observer au

Royaume-Uni). Au cours du dernier siècle, le nombre de travailleurs employés comme domestiques, ainsi que dans l'industrie et l'agriculture, a chuté de manière spectaculaire. Parallèlement, la proportion de « professions intellectuelles, managers, employés de bureau, vendeurs et employés du secteur des services » a triplé, passant « d'un quart à trois quarts de la population active totale ». En d'autres termes, comme cela avait été prédit, les métiers productifs ont été largement automatisés. (Même en comptabilisant la totalité des salariés de l'industrie, y compris les gigantesques masses laborieuses d'Inde et de Chine, ces travailleurs ne représentent plus un aussi gros effectif qu'avant.)

Toutefois, au lieu d'une réduction massive du nombre d'heures travaillées qui aurait libéré la population mondiale en lui laissant le temps de poursuivre ses propres projets, plaisirs, visions et idées, on a assisté au gonflement non pas du secteur des « services », mais du secteur administratif. Cela s'est traduit tout autant par l'émergence d'industries totalement nouvelles, comme les services financiers ou le télémarketing, que par le développement sans précédent de domaines tels que le droit des affaires, l'administration des universités et de la santé, les ressources humaines et les relations publiques. Et encore ces données ne prennent-elles pas en compte les emplois qui consistent à assurer le support administratif, technique ou la sécurité pour ces industries, ni même l'ensemble des industries auxiliaires (des toiletteurs pour chiens aux livreurs de pizzas 24/24), lesquelles n'existent que parce que tous les autres passent la majeure partie de leur temps à travailler pour les précédentes.

Voilà ce que je propose d'appeler des « jobs à la con ».

C'est comme si quelqu'un s'amusait à inventer des emplois inutiles dans le seul but de nous garder tous occupés. Et là réside tout le mystère. Dans un système capitaliste, c'est précisément ce qui est censé *ne pas* se produire. Bien sûr, au sein des anciens États socialistes improductifs tels que l'URSS, où travailler était considéré à la fois comme un droit et comme un devoir sacré, le système fabriquait

autant d'emplois que nécessaire. (Voilà pourquoi, dans un grand magasin soviétique, il fallait trois salariés pour vendre un bifteck.) Mais la compétition de marché est justement censée régler ce genre de problème. À en croire la théorie économique, en tout cas, la dernière chose que ferait une entreprise tournée vers le profit, c'est bien de raquer pour embaucher des employés dont elle n'a pas réellement besoin. Pourtant, inexplicablement, c'est ce qui se passe.

Alors que les grandes entreprises s'engagent dans d'impitoyables campagnes de réduction des coûts, les licenciements et les accélérations de cadence touchent systématiquement les gens qui sont réellement là pour fabriquer, transporter, réparer et entretenir des choses. Au bout du compte, par l'effet d'une étrange alchimie que personne ne comprend tout à fait, le nombre de gratte-papier semble gonfler, et une part croissante des salariés se retrouve à travailler – un peu comme les ouvriers soviétiques, finalement – quarante, voire cinquante heures par semaine. Du moins, sur le papier : en réalité, ils n'effectuent que quinze heures de travail utile – exactement comme Keynes l'avait prédit –, puisque le reste de leur temps est consacré à organiser des séminaires de motivation ou à y participer, à mettre à jour leur profil Facebook et à télécharger des séries télé.

De toute évidence, l'explication n'est pas économique : elle est morale et politique. La classe dirigeante a compris qu'une population heureuse, productive et jouissant de temps libre est un danger mortel. (Rappelez-vous ce qui s'est passé quand on a commencé à s'en approcher, dans les années 1960.) De plus, l'idée que le travail est une valeur morale en soi – à telle enseigne que quiconque refusant de se soumettre pendant le plus clair de son temps à une discipline de travail intense, quelle qu'elle soit, mériterait d'être privé de tout moyen d'existence – sert ses intérêts à la perfection.

Un jour, je me suis dit que la prolifération apparemment infinie des obligations administratives dans les universités britanniques donnait un aperçu de ce que peut être l'enfer.

L'enfer, c'est un groupe d'individus qui passent l'essentiel de leurs journées à accomplir des tâches qui leur répugnent et pour lesquelles ils ne sont pas spécialement doués. Mettons qu'ils aient été embauchés pour leurs talents d'ébénistes; voilà qu'ils découvrent que leur mission consiste en réalité à faire frire du poisson. Non pas que ce soit là une tâche vraiment nécessaire non plus – mais bon, au moins, le volume de poissons à faire frire est très faible. Rapidement, en voyant que d'autres collègues ont la chance de faire de l'ébénisterie, et donc ne contribuent pas équitablement à la corvée de friture, ils deviennent tellement aigris que des piles entières de poissons mal cuits dont personne n'a besoin commencent à envahir l'atelier. Et, bientôt, cela devient l'activité principale de tout le monde.

Pour moi, c'est une description assez exacte de la dynamique morale de notre économie.

Certes, j'ai conscience que cet argument va immédiatement soulever des objections: «Qui êtes-vous pour dire quels sont les emplois réellement “nécessaires”? D'ailleurs, qu'est-ce que ça veut dire, “nécessaire”? Vous, vous êtes professeur d'anthropologie: qui a “besoin” de ça?» (De fait, il est probable que ma profession soit la définition même d'une dépense sociale injustifiée aux yeux de beaucoup de lecteurs de tabloïds.) En un sens, évidemment, ce n'est pas faux, puisqu'il ne saurait y avoir de mesure objective de la valeur sociale.

Je ne me permettrais pas de contredire quelqu'un qui serait persuadé d'être essentiel à la marche du monde. Mais qu'en est-il des gens qui sont eux-mêmes convaincus que leur travail ne rime à rien? Récemment, j'ai repris contact avec un ami d'enfance que je n'avais pas vu depuis l'âge de 15 ans. J'ai été étonné d'apprendre que, dans l'intervalle, il était devenu poète, puis leader d'un groupe de rock indépendant. J'avais entendu certains de ses morceaux à la radio sans me douter un seul instant que j'en connaissais l'interprète. Il ne faisait aucun doute qu'il était brillant, créatif, et que son travail avait illuminé et amélioré la vie de quantité

de gens à travers le monde. Pourtant, il avait suffi d'un ou deux albums ratés pour qu'il perde son contrat. Criblé de dettes et avec un jeune enfant à charge, il avait fini par opter pour, selon ses termes, «la voie par défaut que choisissent tant de désorientés: la fac de droit». Aujourd'hui, avocat d'affaires dans un cabinet new-yorkais très en vue, il est le premier à admettre que son job n'a aucun sens, n'apporte rien au monde et, de son propre aveu, ne devrait même pas exister.

Plusieurs questions se posent déjà à ce stade, à commencer par celle-ci: qu'est-ce que cette société qui génère une demande indigente de poètes et de musiciens talentueux, mais une demande en apparence illimitée pour les spécialistes de droit des affaires? (Réponse: puisque 1 % des habitants de la planète contrôlent une part écrasante des richesses disponibles, ce que nous appelons le «marché» ne reflète que ce qu'*ils* – et personne d'autre – jugent utile ou important.) Surtout, cette histoire nous apprend que la plupart des personnes occupant des jobs inutiles sont conscientes que c'est le cas. En fait, je crois que je n'ai jamais rencontré un seul avocat d'affaires qui ne fût pas convaincu que son job était du pipeau. Et on peut en dire autant de presque toutes les nouvelles industries évoquées plus haut. Il existe une classe entière de professionnels qui, si vous les rencontrez dans une soirée et leur racontez que vous faites un métier qu'on considère généralement comme intéressant (anthropologue, par exemple), vont d'abord chercher par tous les moyens à éviter de parler du leur. Mais attendez qu'ils aient bu quelques verres, et vous les entendrez se lamenter sur l'insondable stupidité et futilité de leur boulot.

C'est une situation d'une violence psychologique incroyable. Comment parler de dignité au travail si l'on estime en son for intérieur que son job ne devrait pas exister? Comment s'étonner que cela engendre de la rage et de l'aigreur? Pourtant – et cela illustre bien le génie particulier de notre société –, nos dirigeants ont réussi à faire en sorte que cette rage soit dirigée contre ceux dont l'activité

a un sens authentique (comme dans l'histoire de la friture de poissons). Aujourd'hui, la règle générale semble être que plus un travail bénéficie clairement aux autres, moins il est rémunéré.

Encore une fois, il est difficile de trouver une mesure objective, mais un moyen simple de se faire une idée est de se demander: que se passerait-il si telle ou telle catégorie de travailleurs disparaissait en totalité, purement et simplement? Quoi qu'on puisse penser des infirmières, des éboueurs ou des mécaniciens, il est évident que, s'ils devaient tous s'évanouir dans un nuage de fumée, les conséquences seraient immédiatement catastrophiques. Un monde privé d'enseignants ou de dockers deviendrait vite difficile à vivre, et un monde sans auteurs de science-fiction ou sans chanteurs de ska perdrait beaucoup de son intérêt. En revanche, on ne voit pas très bien en quoi l'humanité pâtirait d'une évaporation soudaine de tous les PDG, lobbyistes, chercheurs en relations publiques, actuaires, télévendeurs, huissiers ou consultants juridiques¹. (Beaucoup estiment qu'elle s'en porterait nettement mieux.) Hormis une poignée d'exceptions (qui s'en font une fierté, à l'image des médecins), la validité de cette règle est étonnamment bien établie.

De manière encore plus perverse, on dirait qu'il règne un large consensus pour juger cette situation tout à fait satisfaisante. C'est l'une des forces secrètes du populisme de droite. On le voit par exemple lorsque les tabloïds se déchaînent contre les cheminots qui paralysent le métro londonien pendant des négociations conflictuelles. Le fait que ces travailleurs puissent mettre la ville à l'arrêt montre que leur travail est indispensable, et c'est précisément ce qui semble poser un problème. Aux États-Unis, le Parti républicain a

1. J'ai reçu de nombreuses critiques au sujet des actuaires. Avec le recul, je pense avoir été injuste envers eux. Une partie du travail actuariel est importante. Toutefois, je demeure convaincu que le reste pourrait disparaître sans entraîner de dommages particuliers.

ainsi réussi à dresser la population contre les enseignants et les ouvriers de l'automobile (et non pas, soulignons-le, contre les administrateurs scolaires ou les cadres de l'industrie automobile, qui étaient pourtant à la source même des difficultés) sous prétexte qu'ils bénéficieraient de salaires et d'avantages mirobolants. C'est un peu comme si on leur disait : « Mais vous avez la chance d'enseigner aux enfants (ou de fabriquer des voitures)! Vous avez de vrais boulots! Vous avez le toupet de réclamer des retraites de bourgeois et la Sécu en plus de ça? »

Si quelqu'un avait tenté d'imaginer le régime de travail le plus à même de perpétuer le pouvoir du capital financier, il aurait difficilement pu faire mieux. Les vrais travailleurs, ceux qui produisent des choses, sont constamment écrasés et exploités. Le reste de la population active se répartit en deux groupes : d'un côté, les sans-emploi, terrorisés et partout dénigrés; de l'autre, une frange plus large de gens fondamentalement payés à ne rien faire. Leurs postes (directeurs, administrateurs, etc.) sont conçus pour qu'ils adhèrent aux vues et aux sensibilités de la classe dirigeante – en particulier dans sa composante financière –, mais aussi pour qu'ils réservent leur animosité à ceux dont le travail a une valeur sociale indéniable. Bien entendu, le système n'a jamais été consciemment construit ainsi. Il est né de près d'un siècle de tâtonnements. Mais c'est la seule explication plausible au fait que, malgré nos capacités technologiques, nous n'en soyons pas venus à ne plus travailler que trois ou quatre heures par jour.

Je n'aurais pu rêver validation plus spectaculaire de mon hypothèse que l'accueil réservé à ce papier. « Le phénomène des jobs à la con » a fait l'effet d'une bombe. Ironie du sort, juste après sa parution, ma compagne et moi avons décidé d'aller passer deux semaines dans une cabane au fin fond de la campagne québécoise, sans autre compagnie que l'un et l'autre et un sac rempli de bouquins. Et comme nous nous étions fait un devoir de dénicher un endroit sans connection WiFi, c'est sur mon téléphone portable

que j'ai dû suivre tous les développements de l'affaire – une position passablement inconfortable.

L'article a presque aussitôt fait le buzz. En l'espace de quelques semaines, il a été traduit dans près d'une quinzaine de langues – l'allemand, le norvégien, le suédois, le français, le tchèque, le roumain, le russe, le turc, le letton, le polonais, le grec, l'estonien, le catalan et le coréen. Il a également été repris dans de multiples journaux à travers le monde, de la Suisse à l'Australie. La page de *Strike!* a reçu plus de un million de clics, au point qu'elle ne cessait de planter à cause de la surcharge. Les blogs ont poussé comme des champignons, tandis que les sections de commentaires se remplissaient de confessions de travailleurs en col blanc. Les gens m'écrivaient pour me demander des conseils, ou bien pour me dire que je leur avais donné le courage de lâcher leur boulot et d'aller trouver du sens ailleurs.

Voici une réponse enthousiaste parmi les centaines que j'ai recueillies. Elle est tirée de la rubrique « Commentaires » du journal australien *Canberra Times*:

Ma parole, vous avez tapé dans le mille! Je suis avocat d'affaires (avocat-conseil fiscaliste, pour être précis). Je n'apporte strictement rien à ce monde et je suis complètement déprimé en permanence. Je déteste quand certains ont le culot de me dire: « Ben alors, pourquoi tu fais ça? » Évidemment, ce n'est pas si simple. Pour l'instant, si je veux pouvoir me payer une maison à Sydney et élever mes futurs enfants, je n'ai pas trouvé d'autre moyen que d'apporter ma contribution au 1 %. [...] Aujourd'hui, grâce à la technologie, on produit sans doute autant en deux jours qu'autrefois en cinq. Pourtant, à cause de l'avidité généralisée et du syndrome de la « fourmi travailleuse » obnubilée par la productivité, on nous demande encore de trimer pour accroître les profits d'autres personnes, au lieu de nous laisser nous consacrer à nos propres projets, pour lesquels nous ne sommes pas payés. Peu importe qu'on croie à la théorie du dessein intelligent ou à celle de l'évolution: les humains n'ont pas été créés pour travailler. Donc, tout

ça, pour moi, ce n'est rien d'autre que de la boulimie pure, entretenue par la hausse délirante des prix des produits de base¹.

Une autre fois, un fan anonyme m'a écrit qu'un groupe s'était spontanément constitué pour faire circuler mon papier au sein de la communauté des services financiers. Rien que ce jour-là, affirmait-il, il avait reçu cinq mails avec l'article en pièce jointe (signe indubitable que la plupart des gens qui peuplent les services financiers n'ont pas grand-chose à faire). Bien sûr, tout cela ne nous disait pas combien de personnes pensaient *elles-mêmes* avoir un job à la con – certaines faisaient peut-être suivre le texte à des copains en guise de clin d'œil appuyé. Mais les preuves statistiques n'ont pas tardé à apparaître.

Un an et demi après la publication de l'article, le lundi 5 janvier 2015, c'est-à-dire le jour où la majorité des Londoniens reprenaient le travail après les fêtes de fin d'année, plusieurs centaines de placards publicitaires ont été démontés dans les rames du métro et remplacés par une série d'affiches reprenant des extraits de mon papier, en mode «guérilla marketing». Les phrases choisies étaient les suivantes :

Des populations entières passent toute leur vie professionnelle à effectuer des tâches dont elles pensent secrètement qu'elles n'ont pas vraiment lieu d'être.

C'est comme si quelqu'un s'amusait à inventer des emplois inutiles dans le seul but de nous garder tous occupés.

Cette situation provoque des dégâts moraux et spirituels profonds. C'est une cicatrice qui balafre notre âme collective. Et pourtant, presque personne n'en parle.

1. David Graeber, «The Modern Phenomenon of Bullshit Jobs», *Canberra (Australia) Times* online, dernière modification le 3 septembre 2013, www.canberratimes.com.au/national/public-service/the-modern-phenomenon-of-bullshit-jobs-20130831-2sy3j.html.

Comment parler de dignité au travail si l'on estime en son for intérieur que son job ne devrait pas exister ?

Cette campagne d'affichage ayant ressuscité le débat dans les médias (j'ai même fait une brève apparition sur la chaîne Russia Today), l'institut de sondage YouGov a décidé de tester mon hypothèse. L'étude menée auprès des Britanniques utilisait les termes mêmes de l'article de *Strike!*. Fait incroyable, à la question : « Votre emploi apporte-t-il quoi que ce soit d'important au monde ? », plus d'un tiers des personnes interrogées (37 %) ont dit être convaincues que ce n'était pas le cas (50 % ont répondu par l'affirmative et 13 % se sont déclarées indécises). C'était près du double de ce que j'avais anticipé – en effet, j'imaginai que la proportion de jobs à la con avoisinait les 20 %. Un peu plus tard, un autre sondage conduit aux Pays-Bas a donné des résultats presque identiques – en fait, légèrement plus élevés, puisque 40 % des travailleurs néerlandais ont déclaré que leur job n'avait aucune raison valable d'exister.

Non contente d'avoir été validée par la réaction du public, mon hypothèse l'était donc aussi par des études chiffrées, et ce de manière éclatante.

*

Nous nous trouvons manifestement en présence d'un phénomène social majeur qui n'avait presque jamais été étudié scientifiquement¹. Pour beaucoup, le simple fait d'ouvrir la discussion sur ce sujet s'est révélé cathartique. Indiscutablement, une exploration plus poussée s'imposait.

J'entends proposer ici une approche un peu plus systématique que dans mon article de 2013. Celui-ci, destiné à un magazine qui s'intéresse aux tendances révolutionnaires, mettait l'accent

1. À ma connaissance, un seul ouvrage, en tout et pour tout, a été publié sur le thème des jobs à la con : *Boulots de merde!*, écrit en 2015 par les journalistes parisiens Julien Brygo et Olivier Cyran – qui m'ont dit avoir été directement inspirés par mon article. C'est un bon livre, mais il traite d'un éventail de questions assez différent du mien.

sur la dimension politique du problème. En fait, il s'inscrivait dans une réflexion plus large que je menais à l'époque, soulignant que l'idéologie néolibérale qui dominait le monde depuis Thatcher et Reagan (le « libre marché ») était tout l'inverse de ce qu'elle prétendait être : sous des dehors de programme économique, elle n'était rien d'autre qu'un projet politique.

Si j'en étais arrivé à cette conclusion, c'est parce qu'elle m'était apparue comme la seule plausible pour comprendre le comportement des détenteurs du pouvoir. En effet, d'un côté la rhétorique néolibérale ne parle que de « laisser libre cours à la magie des marchés » et érige l'efficacité économique au rang de valeur suprême. Mais, de l'autre, les politiques de libéralisation se sont traduites partout par une croissance ralentie – sauf en Inde et en Chine –, un progrès scientifique et technologique en berne, et surtout, pour les jeunes générations de bien des pays riches, la perspective d'une existence moins prospère que celle de leurs parents, pour la première fois depuis des siècles. Or, confrontés à ces résultats, les partisans de l'idéologie de marché continuent de plaider pour l'administration de doses toujours plus fortes du même remède, une prescription que le personnel politique applique à la lettre.

Cela me paraissait bizarre. Si une entreprise privée embauchait un consultant pour pondre un business plan et que ce plan eût pour conséquence une baisse brutale des profits, le consultant serait viré. À tout le moins, on lui demanderait de proposer autre chose. Avec les réformes néolibérales, cela ne semblait jamais se passer comme ça. Plus elles échouaient, plus elles étaient reconduites. Je n'y voyais qu'une seule justification logique : elles n'étaient pas dictées par des impératifs économiques.

Alors, par quoi ? Selon moi, il fallait chercher la réponse dans la mentalité de la classe dirigeante. Presque tous les décideurs avaient fréquenté les campus universitaires dans les années 1960, lorsque ces derniers se trouvaient à l'épicentre de l'agitation politique, et ils étaient fermement déterminés à empêcher qu'une telle chose se reproduise. Certes, voir chuter les indicateurs économiques les inquiétait un peu. Mais, au-delà, ils étaient surtout ravis d'assister au transfert croissant de richesse et de puissance

vers les plus fortunés, ainsi qu'à la destruction quasi complète de toute base organisationnelle capable de défier leur pouvoir, sous l'effet combiné de la mondialisation, de l'assèchement des forces syndicales et de la création d'une main-d'œuvre aussi précaire que surmenée. À cela s'ajoutait un vigoureux soutien de façade aux mots d'ordre hédonistes et aux appels à la libération individuelle que l'on entendait dans les années 1960 (une attitude bientôt connue sous le nom de «libéralisme social, conservatisme fiscal»). Ce n'était sans doute pas très concluant sur le plan économique, mais sur le plan politique ils n'auraient pu rêver mieux. En tout cas, ils ne voyaient guère de raisons de changer de cap.

Dans mon article, je ne faisais donc que prolonger cette idée: si vous voyez quelqu'un qui, au nom de l'efficacité économique, agit d'une manière économiquement absurde (par exemple, en payant grassement des gens à ne rien faire), commencez par vous demander, comme on le faisait dans la Rome antique: *cui bono?* À qui cela profite-t-il? Et selon quel mécanisme?

Ce n'était pas une analyse conspirationniste; au contraire, elle était plutôt *anti*-conspirationniste. Ce que je demandais, c'était: pourquoi ne prend-on aucune mesure? Les fluctuations économiques ont toutes sortes de causes, mais qu'elles viennent à créer des difficultés pour les riches et les puissants, et ces derniers ne tarderont pas à faire pression sur les institutions afin qu'elles interviennent et règlent le problème. C'est pour cette raison que, au lendemain de la crise financière de 2008-2009, les grandes banques d'affaires ont été renflouées, mais pas les citoyens ordinaires détenteurs d'un prêt immobilier. De la même façon, comme je vais le montrer ici, la prolifération des jobs à la con s'explique par toute une variété de facteurs, mais la question centrale de mon papier était: pourquoi ne voit-on personne intervenir (ou «conspirer», si vous préférez) pour y remédier?

*

Dans cet ouvrage, je veux aller beaucoup plus loin.

Je suis convaincu que le phénomène des jobs à la con peut nous ouvrir les yeux sur des problèmes sociaux bien plus vastes. Nous

devons nous demander comment il se fait que tant de nos travailleurs aient à suer sang et eau pour effectuer des tâches qu'eux-mêmes jugent vaines, et surtout que cet état de fait paraisse normal, inévitable, voire souhaitable, à tant de gens. Plus étrange encore : vous avez des personnes qui, dans l'absolu, estiment justifié d'accorder de plus gros salaires, et davantage d'honneurs et de reconnaissance, à ceux qui occupent des jobs oiseux qu'à ceux dont l'activité est utile. Mais pourquoi se sentiront-elles déprimées et malheureuses si elles-mêmes se retrouvent dans des postes où elles sont payées à ne rien faire – ou, du moins, rien qui leur paraisse bénéficier à autrui d'une quelconque manière? À l'évidence, cette situation met en jeu tout un fatras d'idées et d'impulsions contradictoires, et mon premier objectif ici sera de tenter de démêler cet écheveau. Pour cela, nous nous poserons des questions très concrètes. Par exemple: comment, au juste, les jobs à la con adviennent-ils? Mais aussi des questions d'une plus grande profondeur historique, comme: quand et comment avons-nous commencé à penser que la créativité devait nécessairement être un processus pénible? Ou bien: comment diable cette idée qu'il est possible de vendre son temps nous est-elle venue? Ce qui nous amènera à nous interroger plus fondamentalement sur la nature humaine.

Ce livre entend également poursuivre un but politique.

J'aimerais qu'il soit comme une flèche visant notre civilisation en plein cœur. Il y a vraiment quelque chose qui cloche dans la direction que nous avons prise. Nous sommes devenus une civilisation fondée sur le travail, mais pas le travail « productif »: le travail comme fin et sens en soi. Désormais, les hommes et les femmes qui ne travaillent pas plus dur qu'ils ne le souhaiteraient, dans un emploi qui ne leur procure pas particulièrement de plaisir, nous apparaissent comme mauvais, indignes de l'amour, des soins et du soutien de leur communauté. C'est comme si nous avions collectivement consenti à notre propre asservissement. Et lorsque nous prenons conscience de consacrer la moitié de notre temps à des activités parfaitement inutiles, voire contre-productives, généralement accomplies sous les ordres d'une personne qui nous est antipathique, notre première

BULLSHIT JOBS

réaction est de ronger notre frein en songeant à ceux qui ont la chance de ne pas être englués dans ce piège. Résultat : la haine, le ressentiment et la suspicion sont devenus le ciment de notre société. C'est une situation désastreuse, et mon vœu le plus cher est qu'elle prenne fin.

Si cet ouvrage peut y contribuer un tant soit peu, il aura valu la peine de l'écrire.

CHAPITRE 1

Qu'est-ce qu'un job à la con ?

Ouvrons le bal avec ce qu'on pourrait regarder comme l'archétype du job à la con.

Kurt travaille pour un sous-traitant de l'armée allemande. Ou, plus précisément, il est employé par le sous-traitant d'un sous-traitant d'un sous-traitant de l'armée allemande. Écoutons-le décrire son boulot :

Kurt : L'armée allemande a un sous-traitant chargé de son service informatique. La société d'informatique a un sous-traitant qui s'occupe de sa logistique. L'entreprise de logistique a un sous-traitant auquel elle délègue sa gestion du personnel, et moi, je bosse pour cette boîte-là.

Imaginons que le soldat A ait besoin de déménager dans un bureau deux portes plus loin, au bout du couloir. Au lieu d'y aller directement avec son ordinateur sous le bras, il doit remplir un formulaire. Le sous-traitant informatique reçoit le formulaire. Il y a des gens qui le lisent et le valident, puis le font suivre à la société de logistique. Il faut que celle-ci approuve le déplacement au bout du couloir, après quoi elle nous réclame du personnel. Les gens de ma boîte qui bossent dans les bureaux font ce qu'ils ont à faire, et c'est là que j'entre en scène.

Je reçois un mail qui me dit : va à la caserne B pour telle heure. En règle générale, ces casernes sont éloignées de chez

moi – entre 100 et 500 kilomètres –, donc je dois louer une voiture. Je prends la voiture, je me rends à la caserne en question, j’informe le centre de régulation que je suis sur place, je remplis un formulaire, je déconnecte l’ordinateur, je l’emballe dans un carton bien fermé et je demande à un gars de la logistique de l’emporter dans le bureau d’à côté. Là, je déballe le carton, je remplis un autre formulaire, je reconnecte l’ordinateur, j’appelle la régul’ pour leur dire combien de temps ça m’a pris, et je fais signer un ou deux papiers. Après quoi je reprends ma voiture de location pour rentrer, j’envoie un mail à la régul’ avec tous les documents, et je reçois ma paye.

Donc, plutôt que de laisser le soldat porter son ordi sur 5 mètres, deux personnes font entre six et dix heures de route au total, remplissent une quinzaine de pages de paperasse et gaspillent au bas mot 400 euros de l’argent des contribuables¹.

On se croirait face à un exemple classique d’usine à gaz militaire, aussi ridicule que ceux dépeints par Joseph Heller en 1961 dans son célèbre roman *Catch 22*, à un détail crucial près: dans cette histoire, presque personne ne travaille réellement pour l’armée. Strictement parlant, tout le monde est employé par le secteur privé. Bien sûr, il fut un temps où chaque armée nationale avait ses propres services de communication, de logistique et de gestion du personnel, mais aujourd’hui tout cela passe par d’innombrables strates d’externalisation privée.

Si l’on devait citer une seule bonne raison de considérer le boulot de Kurt comme l’exemple suprême du job à la con, ce serait la suivante: son poste pourrait être supprimé sans que la face du monde en soit changée d’un iota. On verrait même probablement un mieux, puisqu’on peut supposer que les bases militaires allemandes seraient obligées d’imaginer des façons plus intelligentes de déplacer leur matériel. Et ce n’est pas tout: non seulement

1. « Bullshit Jobs », LiquidLegends, www.liquidlegends.net/forum/general/460469-bullshit-jobs?page=3, dernière modification le 1^{er} octobre 2014.

Kurt a un travail absurde, mais il en est parfaitement conscient. (Sur le blog où il a publié ce témoignage et expliqué que son job, selon lui, ne servait à rien, il a dû croiser le fer avec une armada de fervents partisans du libre marché. Ces derniers avaient instantanément surgi, comme c'est leur habitude sur les forums Internet, pour faire valoir que son poste devait nécessairement servir un but légitime, puisqu'il avait été créé par le secteur privé.)

On touche là, pour moi, au cœur de ce qui définit un job à la con : un boulot si vide de sens que même la personne qui l'exécute jour après jour ne parvient pas à trouver un seul motif valable de le faire. Elle ne l'admettra peut-être pas devant ses collègues – ce en quoi elle sera bien avisée –, mais elle n'en restera pas moins convaincue que c'est un travail complètement inutile.

Retenons donc cette première définition provisoire :

Définition provisoire n° 1 : Un job à la con est une forme d'emploi si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence.

Il y a des boulots qui ne riment tellement à rien que leur titulaire peut s'évaporer sans que personne s'en rende compte. Cela se produit généralement dans le secteur public.

Un fonctionnaire espagnol déserte son poste pendant six ans pour étudier Spinoza

Jewish Times, 26 février 2016

Un fonctionnaire espagnol aurait touché son salaire pendant au moins six ans sans travailler, utilisant ce temps libre pour devenir un spécialiste de l'œuvre du philosophe juif Baruch Spinoza, selon les médias espagnols.

Le mois dernier, un tribunal de Cadix, dans le sud de l'Espagne, a condamné Joaquín García, 69 ans, à une amende d'environ 30 000 dollars [27 000 euros], a rapporté le site d'information euronews.com la semaine passée. Le motif : défaut de présence à son poste au sein de la compagnie des

eaux de la ville (Aguas de Cádiz), où il était employé comme ingénieur depuis 1996.

Son absence a été remarquée pour la première fois en 2010, le jour où il était attendu pour se voir remettre une médaille en récompense de ses années de service. Le maire adjoint, Jorge Blas Fernandez, a ouvert une enquête qui a révélé que García n'avait pas été aperçu au bureau depuis six ans.

Contactées par le quotidien *El Mundo*, des sources anonymes proches de García ont affirmé que, pendant tout ce temps, il s'est consacré à l'étude des écrits de Spinoza, un Juif hérétique né à Amsterdam au XVII^e siècle. L'une des personnes citées a expliqué que García était devenu expert des œuvres du philosophe, mais a nié les allégations selon lesquelles il ne se présentait jamais au travail, certifiant qu'il y faisait des apparitions sporadiques¹.

Cette affaire a fait les gros titres en Espagne. À une époque où le pays était soumis à une sévère cure d'austérité et connaissait un fort taux de chômage, il paraissait scandaleux que des fonctionnaires puissent sécher le travail pendant si longtemps sans attirer l'attention de personne. Cependant, la défense de García ne manquait pas d'intérêt. Il a expliqué avoir assuré consciencieusement, des années durant, la surveillance de l'usine de traitement des eaux usées de la ville, jusqu'à ce que le contrôle de la compagnie des eaux change de main. Les nouveaux dirigeants, qui l'avaient en horreur à cause de ses sympathies socialistes, lui avaient alors retiré toute responsabilité. La situation l'avait si profondément affecté qu'il avait dû suivre un traitement médical pour dépression. Finalement, avec l'accord de son thérapeute, il avait décidé de déployer une autre stratégie : au lieu de rester assis toute la journée à faire semblant d'être occupé, il allait expliquer à la compagnie des eaux qu'il était sous l'autorité de la municipalité,

1. «Spanish Civil Servant Skips Work for 6 Years to Study Spinoza», *Jewish Telegraphic Agency* (JTA), dernière modification le 26 février 2016, www.jta.org/2016/02/26/news-opinion/world/spanish-civil-servant-skips-work-for-6-years-to-study-spinoza.

et à la municipalité qu'il était sous l'autorité de la compagnie des eaux. Il se présenterait quand il y aurait un problème, mais sinon il resterait chez lui et s'emploierait à faire quelque chose d'utile de sa vie¹.

À intervalles réguliers, on entend des histoires de ce genre au sein de divers services publics. L'une des plus populaires est celle de ces facteurs qui, au lieu de distribuer le courrier, avaient décidé de le balancer dans des placards, des cabanons ou des bennes à ordures. Résultat : des tonnes de lettres et de paquets se sont entassés pendant des années sans que personne comprenne où ils pouvaient bien disparaître². Dans l'une de ses scènes finales, le roman de David Foster Wallace *Le Roi pâle*, dont l'action se déroule en partie dans un bureau de l'Internal Revenue Service³ à Peoria, dans l'Illinois, va encore plus loin : un contrôleur de gestion décède à son bureau et demeure ainsi pendant plusieurs jours, calé contre le dossier de sa chaise, avant qu'on ne s'en alarme. Cela ressemble à une pure caricature absurde, et pourtant c'est presque exactement ce qui s'est produit en 2002 à Helsinki. Un contrôleur fiscal finlandais qui travaillait dans une pièce fermée est resté assis à son bureau, mort, pendant plus de quarante-huit heures, tandis qu'une trentaine de collègues continuaient de s'agiter autour de lui. « Les

1. Jon Henley, « Long Lunch: Spanish Civil Servant Skips Work for Years Without Anyone Noticing », *The Guardian* (États-Unis), dernière modification le 26 février 2016, www.theguardian.com/world/2016/feb/12/long-lunch-spanish-civil-servant-skips-work-for-years-without-anyone-noticing. Peut-être García avait-il été inspiré par la théorie de Spinoza : elle postule que, si tous les êtres humains s'efforcent bien de maximiser leur pouvoir, celui-ci consiste autant dans la faculté d'avoir des effets sur les autres que dans celle d'être affecté par eux. Ainsi, dans une perspective spinoziste, un job où vous n'avez d'effet sur personne et où personne n'a d'effet sur vous serait le pire imaginable.

2. À l'évidence, facteur n'est pas un job à la con. Cependant, et c'est la morale de l'histoire, cela pourrait aussi bien être le cas, puisque 99 % des plis que ces employés avaient décidé de ne pas distribuer étaient de la pub ou d'autres courriers sans intérêt. Quoi qu'il en soit, cette anecdote reflète les perceptions publiques. Sur le changement d'attitude à l'égard des employés des postes, voir mon ouvrage *Bureaucratie. L'utopie des règles* (2015), trad. fr. p. 179-193.

3. Le fisc américain. [NdT.]

gens croyaient qu'il voulait travailler en paix, du coup personne n'est allé le déranger», a expliqué son supérieur – ce qui, quand on y réfléchit, est plutôt délicat de leur part¹.

Naturellement, c'est en se fondant sur des anecdotes comme celles-ci que les hommes politiques, à travers le monde, réclament un plus grand rôle pour le secteur privé – dans lequel, répète-t-on, de tels abus ne pourraient avoir lieu. En réalité, bien que l'on n'ait encore jamais entendu parler de salariés de FedEx ou d'UPS cachant leurs paquets dans des abris de jardin, la privatisation génère son propre lot de folie, et elle se manifeste souvent de manière beaucoup moins distinguée, comme l'a montré le récit de Kurt. Est-il besoin de rappeler l'irrésistible ironie de sa situation – le fait que, au bout du compte, il travaillait pour l'armée allemande? Si celle-ci a été accusée de bien des maux au fil du temps, l'inefficacité en a rarement fait partie. Mais la marée montante de la «bullshitisation» soulève tous les bateaux. Au *xxi*^e siècle, même les divisions blindées finissent par disparaître sous des nuées de sous-sous-sous-sous-traitants; des commandants de tank sont contraints de se plier à des rituels bureaucratiques complexes et alambiqués pour pouvoir déplacer du matériel d'une pièce à une autre; et, pendant ce temps, en cachette, les personnes qui assurent la bonne marche administrative de ces opérations se répandent en lamentations sur des blogs, décrivant par le menu toute la stupidité du processus.

Pour autant qu'on puisse en juger d'après ces cas, la principale différence entre le public et le privé ne tient pas au fait que l'un des deux serait plus susceptible que l'autre de générer des tâches absurdes, ni même au contenu des tâches en question. La principale différence, c'est que, dans le privé, ces tâches ont toutes les chances d'être beaucoup plus étroitement surveillées. Certes, les situations sont contrastées. Comme nous le verrons, on trouve dans les banques, les laboratoires pharmaceutiques ou encore les boîtes d'ingénieurs un nombre étonnamment élevé de salariés qui ont tout loisir de passer leurs journées à actualiser leur page

1. <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/europe/3410547.stm?a>, consulté le 7 avril 2017.

Facebook. Néanmoins, dans le privé, il y a toujours une limite. Si Kurt décidait de ne pas se pointer au boulot et, à la place, d'étudier à fond les œuvres de son philosophe favori, il serait tout simplement démis de son poste. Si la compagnie des eaux de Cadix avait été privatisée, Joaquín García ne se serait probablement pas vu attribuer davantage de responsabilités, puisque ses supérieurs l'avaient dans le nez, mais il aurait été sommé de rester assis à son bureau et de faire semblant de bosser, quoi qu'il arrive – ou bien de se trouver un autre job.

Faut-il considérer que c'est un mieux ? Je laisse le lecteur en décider.

EN QUOI TUEUR POUR LA MAFIA N'EST PAS UN BON EXEMPLE DE JOB À LA CON

Récapitulons : dans mon acception, les « jobs à la con » consistent majoritairement ou intégralement dans des tâches que leur titulaire juge inutiles, superflues, voire néfastes. Ils se caractérisent aussi par le fait que leur disparition ne ferait absolument aucune différence. Et, surtout, ceux qui les occupent eux-mêmes pensent qu'ils ne méritent pas d'exister.

Le système capitaliste contemporain semble regorger de tels emplois. Le sondage de YouGov évoqué dans la préface a montré que seules 50 % des personnes interrogées titulaires d'un job à plein temps soutenaient que celui-ci « apportait quelque chose d'important au monde », quoi que ce fût, tandis que 37 % étaient convaincues du contraire. Dans l'étude réalisée aux Pays-Bas par l'institut Schouten & Nelissen, cette seconde catégorie atteignait 40 %¹.

Quand on y pense, ces chiffres sont proprement ahurissants. En effet, une part considérable des emplois existants consistent dans des tâches dont personne ne peut dire qu'elles sont vaines. Ainsi, parmi les infirmières, conducteurs de bus, dentistes, balayeurs, agriculteurs, professeurs de musique, dépanneurs, jardiniers,

1. « Vier op tien werknemers noemt werk zinloos », <http://overhethnieuwewerken.nl/vier-op-tien-werknemers-noemt-werk-zinloos/>, consulté le 10 juillet 2017.

pompiers, décorateurs, plombiers, journalistes, inspecteurs des normes de sécurité, musiciens, tailleurs ou surveillants de passages piétons ayant répondu à la question: «Votre emploi a-t-il le moindre impact significatif sur le monde?», on a toutes les raisons de penser que le pourcentage de «non» avoisine zéro. De même, mes propres travaux indiquent que rares sont les vendeurs, salariés de la restauration et autres petits employés du secteur des services à estimer qu'ils ont un job à la con. Beaucoup détestent leur boulot, c'est un fait; mais même eux sont conscients que leur activité a un impact déterminant sur les autres¹.

Donc, si 37 % à 40 % des travailleurs d'un pays affirment sans sourciller que leur boulot ne change rien à la marche du monde, tandis qu'une autre fraction substantielle n'est pas loin d'aboutir à la même conclusion, on peut en déduire une chose: tous ces employés de bureau que vous rencontrez au quotidien et dont vous vous dites: «Lui, je suis sûr qu'il est persuadé d'avoir un job à la con», pensent en effet exactement cela!

*

Mon objectif dans ce chapitre est de tenter de définir ce que j'entends par «jobs à la con», avant de développer au chapitre suivant la typologie en cinq volets que je propose. Nous aborderons ensuite la façon dont ces emplois voient le jour et les raisons pour lesquelles ils sont devenus si courants, puis nous nous intéresserons à leurs effets psychologiques, sociaux et politiques. Ma conviction est que ces effets sont largement insidieux. Nous avons créé des sociétés où la majeure partie de la population, prisonnière de boulots qui ne sont qu'une mascarade, voue une même animosité et un même mépris aux personnes qui exécutent les tâches socialement les plus utiles et à celles qui n'occupent aucun emploi rémunéré.

1. Une réflexion typique que j'ai entendue, ici formulée par Rufus: «J'aurais aimé vous dire que mon job le plus nul, c'était celui où je servais des cafés *latte* à des gens qui exigeaient toutes sortes de trucs bizarres. Mais avec le recul je me rends compte que je jouais un rôle crucial: je les aidais à démarrer leur journée.»

Avant d'analyser cette situation, il nous faut envisager quelques-unes des objections qui pourraient nous être opposées.

Le lecteur a peut-être noté que ma définition initiale laissait planer une certaine ambiguïté. J'ai parlé de tâches « inutiles, superflues ou néfastes ». Or il va de soi qu'un emploi n'ayant aucun impact notable sur le monde et un emploi ayant des effets nuisibles sont deux choses bien différentes. Presque personne ne contestera que, dans l'ensemble, un tueur aux ordres de la Mafia fait plus de mal que de bien. Pour autant, soutiendriez-vous que c'est un job à la con ? Sans qu'on sache vraiment pourquoi, ça sonne bizarre.

Socrate nous enseigne que, quand nos propres définitions génèrent des résultats qui nous semblent intuitivement erronés, c'est que nous ne sommes pas conscients de ce que nous pensons réellement. (C'est pourquoi il estime que le vrai rôle des philosophes consiste à dire aux gens ce qu'ils savent déjà sans se rendre compte qu'ils le savent. En un sens, les anthropologues, dont je suis, ont une fonction similaire.) De toute évidence, l'expression « jobs à la con » touche une corde sensible chez beaucoup de gens. Elle « leur parle ». Cela signifie qu'ils ont à l'esprit, ne serait-ce qu'à un niveau implicite et intuitif, un ensemble de critères qui leur permet d'affirmer : « Ça, c'est un pur boulot à la con », ou bien : « Celui-ci, il est pourri, mais je ne dirais pas tout à fait que c'est un job à la con. » Parmi les personnes qui ont un emploi véritablement nuisible, un grand nombre penseront que l'expression « job à la con » s'applique à leur cas, mais d'autres ne seront pas de cet avis. La meilleure manière de s'y retrouver dans ces critères est d'examiner des cas limites.

Pourquoi cela sonne-t-il tellement faux de dire qu'un tueur à gages a un job à la con¹ ? Les raisons sont sans doute multiples, mais l'une d'elles est que, contrairement à un spéculateur sur devises ou à un spécialiste du marketing des marques, par exemple, il sera peu enclin à se prétendre autre chose que ce qu'il

1. Je me dois de préciser que les remarques qui suivent se réfèrent aux représentations des tueurs à gages que propose la culture populaire, et non à des analyses ethnographiques ou sociologiques portant sur des « spécimens » réels.

est. Certes, un mafioso fera probablement valoir qu'il n'est qu'un « homme d'affaires ». Mais s'il est disposé à reconnaître la véritable nature de son boulot, il aura tendance à être plutôt franc sur ses activités. Il y a peu de chances de l'entendre clamer qu'il est bénéfique à la société, ni même qu'il contribue à la réussite de groupes qui fournissent certains produits ou services utiles (drogue, prostitution, etc.). Ou, en tout cas, s'il fait de telles allégations, le mensonge risque de se voir comme le nez au milieu de la figure.

Voilà qui nous permet d'affiner notre définition. Les jobs à la con ne sont pas seulement des boulots inutiles ou néfastes ; généralement, ils supposent en outre un minimum de feinte et de tromperie. Leur titulaire se sentira obligé de faire semblant de croire que son job a de bonnes raisons d'exister, même si, intérieurement, il juge cette idée ridicule. Il doit également y avoir un certain écart entre la feinte et la réalité. (C'est logique quand on pense à l'étymologie du mot¹ : au fond, « raconter des conneries » [*bullshitting*], c'est une forme de malhonnêteté².)

Nous pouvons donc proposer une version révisée de notre définition :

Définition provisoire n° 2 : Un job à la con est une forme d'emploi si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé de faire croire qu'il n'en est rien.

1. Il est intéressant de noter que *bull* [dans le sens de « foutaises » – NdT] n'est pas une abréviation de *bullshit* (« conneries »), bien que *bullshit* ait été développé à partir du mot *bull* au début du xx^e siècle. À l'origine, le terme vient de l'ancien français « bole », qui veut dire « fraude, tromperie ». Le terme *bullshit* est attesté pour la première fois dans un poème non publié de T.S. Eliot. *Bollocks* (le terme britannique pour « conneries ») est un autre dérivé de « bole ».

2. J'aurais été tenté de dire « mentir », mais le philosophe Harry Frankfurt, dans son célèbre essai *De l'art de dire des conneries* (2005), a expliqué que raconter des craques n'est pas la même chose que mentir. La différence entre les deux s'apparenterait un peu à celle qui distingue le meurtre de l'homicide : dans un cas il s'agit d'une tromperie intentionnelle, dans l'autre d'un pur mépris de la vérité. Je ne suis pas certain que la distinction soit valable dans notre contexte, mais je n'ai pas jugé utile d'entrer dans ce débat.

Évidemment, il y a une autre raison pour laquelle « tueur à gages » ne saurait être considéré comme un job à la con : le gars lui-même est convaincu que son boulot mérite d'exister. La plupart des mafiosi estiment qu'ils s'inscrivent dans une tradition ancienne reposant sur un code d'honneur qui constitue une valeur en soi – peu importe qu'il contribue ou non au bien social plus largement. Par parenthèse, c'est pour le même motif que « seigneur féodal » n'est pas non plus un job à la con. On peut bien penser que les rois, comtes, empereurs, pachas, émirs, châtelains, zamindars, propriétaires terriens et tutti quanti sont des gens inutiles ; beaucoup diraient même (et j'ai tendance à abonder dans leur sens) qu'ils jouent un rôle néfaste dans les relations humaines. Cependant, *eux* ne sont pas de cet avis. Aussi, sauf peut-être pour les rois qui nourrissent en secret des sympathies marxistes ou républicaines, on peut affirmer sans crainte de se tromper que « roi » n'est pas un job à la con.

C'est là un point qu'il faut garder bien présent à l'esprit. En effet, la majorité des individus les plus nuisibles de la planète n'ont pas conscience de l'être. Ou alors, ils se laissent bercer par les fables que leur inventent l'essaim de laquais et de béni-oui-oui qui s'agglutinent inmanquablement autour d'eux (aujourd'hui, on les appelle parfois *think tanks*) pour leur faire croire qu'ils font le bien. Cela vaut autant pour les dirigeants des banques d'affaires qui prospèrent grâce à la spéculation financière que pour les généraux de l'armée nord-coréenne ou azerbaïdjanaise. Les familles mafieuses ont la particularité de rarement se cacher derrière de tels faux-semblants, mais, à part ça, on peut les voir comme une déclinaison miniature et illicite de cette même tradition féodale. Après tout, elles ont été le bras armé de propriétaires terriens siciliens avant de commencer, progressivement, à mener leurs propres opérations¹.

1. Pour se convaincre du lien entre Mafia et système féodal, j'invite le lecteur à réfléchir à l'origine du nom « Corleone ». C'est le patronyme de la dynastie mafieuse dans la saga de Mario Puzo *Le Parrain*, transposée au cinéma par Francis Ford Coppola, mais c'est aussi une ville de Sicile célèbre pour avoir vu naître de nombreux mafiosi. En italien, ce nom signifie « cœur de lion ». Voici l'explication probable : les Normands, qui conquièrent l'Angleterre en 1066, avaient précédem-

La dernière raison pour laquelle « tueur à gages » ne saurait être considéré comme un job à la con, c'est qu'il n'est même pas évident que ce soit un métier tout court. Certes, le tueur peut être employé par le patron de la pègre locale à un titre ou un autre. Par exemple, ce dernier peut lui inventer un poste bidon d'agent de sécurité dans son casino, et alors ce boulot-là sera indiscutablement un job à la con. Mais, dans ce cas, le gars ne touche pas son chèque en tant que tueur à gages.

*

Nous pouvons maintenant préciser encore davantage notre définition. Quand on parle de jobs à la con, on se réfère généralement à des emplois dont le titulaire est payé à travailler pour quelqu'un d'autre, qu'il reçoive une rémunération à l'heure ou un salaire (la plupart des gens incluent également dans cette catégorie les prestations de conseil payantes). Bien entendu, on trouve une foule de travailleurs indépendants qui parviennent à se faire payer par d'autres personnes en prétendant leur fournir des avantages ou des services (classiquement, on les appelle escrocs, arnaqueurs, charlatans ou imposteurs), de même qu'il en existe qui vous soutireront de l'argent en vous faisant ou en menaçant de vous faire du tort (on nomme ceux-là agresseurs, cambrieurs, extorqueurs ou voleurs). Le premier cas au moins recouvre incontestablement des activités à la con, mais il n'est pas certain pour autant qu'il s'agisse de *jobs* à la con, car ce ne sont pas des jobs au sens strict. Une arnaque est un acte, pas un métier¹, pas plus

ment envahi la Sicile, alors aux mains des Arabes, et ils importèrent plusieurs éléments de l'administration arabe. On se rappelle ainsi que, dans la légende de Robin des Bois, le méchant suprême est le shérif de Nottingham, tandis que le lointain souverain parti mener les croisades est Richard Cœur de Lion. Le mot « shérif » n'est qu'une anglicisation de l'arabe *charif*, et c'est l'un des postes inspirés de l'organisation administrative sicilienne. La nature exacte du lien entre Corleone et le roi d'Angleterre est sujette à controverse, mais il ne fait aucun doute que ce lien existe : indirectement, le personnage interprété par Marlon Brando dans *Le Parrain* tire son nom de Richard Cœur de Lion.

1. Même si, en anglais, arnaque se dit *con job*. [NdT.]

que ce qu'on en est venu à appeler un « Brink's job¹ ». On entend parfois parler de « cambrioleurs professionnels », mais c'est juste une manière de dire que le vol constitue leur principale source de revenus². Personne ne paie un cambrioleur à l'heure ou au mois pour pénétrer chez les gens par effraction. Donc, on ne peut pas dire non plus que « cambrioleur » soit tout à fait un métier³.

Ces précisions nous autorisent à énoncer ce que je considère comme une définition finale et opérationnelle :

Définition finale et opérationnelle: Un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste que même le salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé, pour honorer les termes de son contrat, de faire croire qu'il n'en est rien.

SUR L'IMPORTANCE DE LA DIMENSION SUBJECTIVE :
POURQUOI ON PEUT SUPPOSER QUE CEUX QUI PENSENT
AVOIR UN JOB À LA CON ONT GÉNÉRALEMENT RAISON

Nous voilà donc en possession d'une définition qui me paraît valide – en tout cas, pour les besoins de cet ouvrage.

Cependant, et cela n'aura pas échappé au lecteur attentif, il subsiste un flou. Cette définition est essentiellement subjective :

1. Allusion au célèbre casse contre un immeuble de la Brink's à Boston en 1950, dont William Friedkin, en 1978, a tiré son film *The Brink's Job* (traduit en français par *Têtes vides cherchent coffres pleins*). [NdT.]

2. En effet, beaucoup s'adonnent à cette activité sur leur temps libre. J'ai habité dans un immeuble qui a connu pendant une période une série de cambriolages. Ces derniers se produisaient tous le lundi. On a fini par découvrir que le coupable était un coiffeur, profession dans laquelle le lundi est généralement chômé.

3. De nombreux voleurs, qu'ils soient spécialisés dans les œuvres d'art ou le vol à l'étalage, peuvent louer leurs services, mais ils ne sont alors rien d'autre que des travailleurs indépendants – des free-lance, en quelque sorte. Le cas du tueur à gages est plus ambigu. D'une certaine manière, un type qui occuperait depuis très longtemps un poste subordonné dans une organisation criminelle pourrait être considéré comme ayant un « job ». Pourtant, je n'ai pas l'impression que beaucoup de personnes concernées voient les choses ainsi (dans les faits, je n'en sais rien, évidemment).

je définis le job à la con comme un emploi que son titulaire juge inutile, superflu, voire néfaste, mais je sous-entends aussi qu'il a raison de le voir ainsi¹. Je fais l'hypothèse que cela correspond à une certaine réalité sous-jacente. Après tout, c'est ce qu'on est obligé de supposer, sinon il faudrait accepter qu'un même boulot puisse être considéré comme un job à la con un jour, et pas le lendemain, suivant les humeurs d'un salarié un peu trop versatile. Voici où je veux en venir : puisqu'il existe bien une valeur sociale distincte de la pure valeur de marché, mais qu'on n'a pas encore trouvé de moyen satisfaisant de la mesurer, la perspective du travailleur reste ce qui se rapproche le plus d'une évaluation correcte de la situation².

Dans la plupart des cas, cela paraît assez évident. Si un(e) employé(e) de bureau passe 80 % de son temps à poster des memes de chats sur Internet, peu importe que ses voisins d'open space s'en rendent compte ou non : lui (ou elle) ne se fait aucune illusion sur la nature de ses activités. Même lorsqu'il peut y avoir débat sur la contribution exacte d'un travailleur à l'entreprise, il est raisonnable de penser que celui-ci est le mieux placé pour la connaître. J'ai conscience qu'un tel point de vue est loin de faire l'unanimité. Les cadres et autres gros bonnets ont tendance à expliquer que, si la majorité des employés de grandes entreprises ne saisissent pas bien quel est leur rôle, c'est parce qu'il n'y a que d'en haut qu'on jouit d'une vue d'ensemble. Ce n'est

1. Ma définition ne dit pas : « une forme d'emploi rémunéré qui *paraît* si totalement inutile, superflue ou néfaste », mais bien : « une forme d'emploi rémunéré qui *est* si totalement inutile, superflue ou néfaste ». En d'autres termes, je n'affirme pas seulement que le salarié croit avoir un job à la con, mais aussi que cette opinion est à la fois pertinente et juste.

2. Que l'on me permette d'illustrer ce point en évoquant ma situation personnelle. Je suis aujourd'hui employé comme professeur d'anthropologie à la London School of Economics. Or, pour certains, l'anthropologie est le paradigme de la discipline à la con. En 2011, Rick Scott, gouverneur de Floride, a même déclaré qu'elle était l'exemple parfait d'une matière dont les universités de son État pourraient se passer en retirant le plus grand bien (Scott Jaschick, « Florida GOP vs. Social Science », *Inside Higher Education*, dernière modification le 12 octobre 2011, www.insidehighered.com/news/2011/10/12/florida_governor_challenges_idea_of_non_stem_degrees).

pas totalement faux : il arrive souvent que certains éléments du contexte général soient invisibles aux travailleurs d'en bas ou leur soient cachés, *a fortiori* quand l'entreprise est impliquée dans des activités illégales¹. Néanmoins – et mon expérience me l'a prouvé –, n'importe quel subalterne qui reste dans la même équipe de travail pendant un minimum de temps, disons un an ou deux, finira immanquablement par être mis au parfum des petits secrets de la boîte par ses collègues.

Il va de soi que l'on rencontre des exceptions. Parfois, les responsables décomposent les tâches à dessein, pour empêcher les travailleurs de comprendre comment leurs propres efforts s'inscrivent dans un tout. C'est fréquent dans les banques. J'ai même entendu parler d'usines aux États-Unis où bien des ouvriers qui trimaient sur les chaînes d'assemblage ignoraient ce qu'ils fabriquaient au juste (il est vrai que, la plupart du temps, c'était parce que la direction avait intentionnellement embauché des gens qui ne parlaient pas anglais). Ils n'en étaient pas moins convaincus que leur boulot était utile ; simplement, ils ne savaient pas en quoi.

D'une manière générale, on peut supposer que les employés sont au courant de ce qui se passe au bureau ou dans l'atelier, et qu'ils comprennent dans quelle mesure leur travail contribue, ou non, à l'entreprise – en tout cas, mieux que quiconque². Aux

1. On m'a raconté que, au sein de Countrywide Financial, l'un des principaux protagonistes du scandale des subprimes en 2008, on trouvait deux grandes catégories d'employés : les *nerds* de base et les initiés. Et seuls ces derniers avaient été mis au courant des magouilles. J'ai eu connaissance au cours de mes recherches d'un cas encore plus extrême : une femme m'a écrit qu'elle avait travaillé pendant près d'une année entière à vendre des espaces publicitaires pour un magazine de compagnie aérienne qui n'existait pas, comme elle a fini par le découvrir. Le fait de ne jamais voir d'exemplaires traîner dans les bureaux, pas plus qu'à bord des avions, qu'elle fréquentait pourtant régulièrement, lui avait mis la puce à l'oreille. Jusqu'au jour où ses collègues lui ont discrètement confirmé que toute l'opération était une grosse arnaque.

2. Comme pour toutes les règles, il y a des exceptions. Dans de nombreuses grandes entreprises – à l'image des banques, comme nous le verrons –, les dirigeants embauchent des consultants ou des auditeurs internes pour qu'ils leur apprennent ce que font exactement leurs employés. Un analyste bancaire m'a expliqué que,

échelons supérieurs, c'est loin d'être aussi évident. D'ailleurs, j'ai constaté au cours de mes recherches que beaucoup de subordonnés se demandent : « Est-ce que mon boss *sait* que je passe 80 % de mon temps à poster des mèmes de chats ? Est-ce qu'il fait juste semblant de ne pas voir, ou est-ce qu'il n'en a vraiment aucune idée ? » Et cela ne fait que s'aggraver à mesure que l'on monte dans la hiérarchie, puisque plus vous êtes haut placé dans la chaîne de commandement, plus les gens ont de raisons de vous cacher des choses.

Là où cela devient vraiment compliqué, c'est quand il s'agit de déterminer si certains *types* de boulot (par exemple, le télémarketing, les études de marché ou le conseil) sont des jobs à la con, c'est-à-dire s'ils produisent ou non une quelconque forme de valeur sociale positive. Pour moi, il convient de s'en remettre au jugement de ceux qui les occupent. Après tout, la valeur sociale étant essentiellement définie par ce que les gens y mettent, qui est mieux placé pour avoir une opinion sur la question ? En l'occurrence, j'estime que si, dans une profession donnée, une majorité de personnes pensent en leur for intérieur que leur boulot n'a aucune valeur sociale, on doit faire l'hypothèse qu'elles ont raison¹.

Une fois de plus, les tatillons vont sans doute protester : comment déterminer cette proportion de manière un tant soit peu fiable ? De fait, c'est impossible. Même en admettant que

selon son étude, près de 80 % des salariés étaient occupés à des tâches inutiles, et la plupart n'en étaient pas conscients, puisqu'on leur cachait la nature de leur rôle dans l'organisation générale. Cependant, a-t-il ajouté, leurs supérieurs n'étaient pas beaucoup plus éclairés. D'ailleurs, toutes ses propositions de réforme ont été rejetées. Il faut bien insister là-dessus : l'erreur d'appréciation des salariés, ici, ce n'était pas de penser qu'ils avaient un job à la con, mais de ne pas se rendre compte que c'était le cas.

1. Même sur ce point, on peut imaginer des objections. *Quid* des scientologues ? Les gens qui proposent des séances d'E-meter – l'engin conçu pour détecter les traumatismes subis dans des vies antérieures – paraissent convaincus qu'ils offrent un service d'une valeur sociale inestimable, même si l'immense majorité de la population pense qu'ils délirent ou les considère comme des imposteurs. Mais, là encore, ce n'est pas vraiment le propos, puisque personne n'a dit que « guérisseur » était un job à la con.

L'on puisse sonder, par exemple, les lobbyistes ou les consultants financiers, on n'aura aucun moyen de savoir combien d'entre eux ont répondu avec honnêteté. Quand j'évoquais les industries inutiles dans mon article de 2013, c'était en présumant que les lobbyistes et les consultants financiers eux-mêmes étaient parfaitement lucides – que beaucoup d'entre eux, voire la plupart, étaient hantés par la conviction que le monde ne perdrait rien d'estimable si leur job disparaissait purement et simplement.

Il est possible que je me trompe. Peut-être qu'ils adhèrent tous sincèrement à une théorie de la valeur sociale selon laquelle leur travail constitue un élément essentiel à la santé et à la prospérité de la nation. Peut-être qu'ils s'endorment chaque soir avec la réconfortante certitude que leur job est une bénédiction pour ceux qui les entourent. Je n'en sais rien. Mais je parie que cela se vérifie encore plus lorsqu'on remonte la chaîne alimentaire. Comme on l'a vu, plus les puissants nuisent au monde, plus ils sont susceptibles d'être flanqués de béni-oui-oui et de propagandistes qui leur inventent des raisons de penser qu'au contraire ils lui sont bénéfiques, et plus une fraction d'entre eux au moins a de chances de se laisser convaincre¹. Assurément, les lobbyistes d'entreprise et les consultants financiers sont responsables d'une part disproportionnée des nuisances infligées au monde (en tout cas, celles liées à l'exercice d'une activité professionnelle). Peut-être qu'ils doivent vraiment se forcer pour croire à ce qu'ils font.

Si c'est le cas, alors les jobs de la finance et du lobbying ne sont pas du tout des jobs à la con ; ils seraient plutôt à ranger dans la catégorie des tueurs à gages. Dans l'article de *Strike!*, je notais que je n'avais jamais rencontré un seul avocat d'affaires qui n'estime pas avoir un job à la con. Évidemment, cela en dit surtout long sur le genre d'avocat d'affaires qu'une personne comme moi est amenée à connaître : le genre qui a d'abord eu une carrière de poète et de musicien. Et, plus important : le genre pas particulièrement haut placé. J'ai le sentiment que les avocats d'affaires

1. En réalité, d'une certaine manière, la propagande prétendument destinée à embobiner les personnes extérieures vise souvent prioritairement à apaiser la conscience des propagandistes eux-mêmes.